

Géopolitique des ressources naturelles : Présent complexe et avenir incertain

Geopolitics of natural resources: Complex present and uncertain future

BOURAIIS Younes

Université Hassan II de Casablanca

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Mohammedia

Laboratoire : Etudes politiques et gouvernance territoriale

Royaume du Maroc

Date de soumission : 14/02/2024

Date d'acceptation : 03/05/2024

Pour citer cet article :

BOURAIIS. Y. (2024) «Géopolitique des ressources naturelles : Présent complexe et avenir incertain», Revue Internationale du chercheur « Volume 5 : Numéro 2 » pp : 89-101

Résumé

L'importance cruciale des ressources naturelles dans la géopolitique internationale contemporaine, n'est plus à démontrer. Elles apparaissent de plus en plus clairement comme outil et fin de nombreux conflits intra et interétatiques, aux conséquences néfastes multidimensionnelles. Les enjeux liés aux ressources naturelles sont indéniablement complexes et persistants, et les différents acteurs qui entrent en jeu se font de plus en plus nombreux et puissants. A une échelle nationale, régionale ou globale, les conflits pour les ressources naturelles sont nourris par ces enjeux et s'expliquent par leur prépondérance dans les rapports de force entre les acteurs impliqués. Devant une telle réalité, la communauté internationale est dans l'obligation de concevoir et d'opérationnaliser une gouvernance des ressources naturelles, qui soit durable, responsable et équitable, dans l'espoir de prévenir l'avenir sombre que laisse présager le présent complexe. L'objectif de cet article étant d'apporter une réponse, aussi pertinente que possible, à la problématique suivante : Dans quelle mesure la dimension géopolitique des ressources naturelles est-elle déterminante de la configuration actuelle et future des relations internationales ?

Mots clés : Géopolitique ; ressources naturelles ; guerres des ressources ; gouvernance durable ; mondialisation.

Abstract

The crucial importance of natural resources in contemporary international geopolitics does no longer need to be demonstrated. They appear more and more clearly as a tool and an end to many intra- and inter-State conflicts, with multidimensional harmful consequences. The issues related to natural resources are undeniably complex and persistent, and the various actors involved are becoming more and more numerous and powerful. On a national, regional or global scale, conflicts over natural resources are fueled by these issues and are explained by their preponderance in the balance of power between the actors involved. Faced with such a reality, the international community is under an obligation to design and operationalize governance of natural resources that is sustainable, responsible and equitable, in hope of preventing the dark future that the complex present suggests. The objective of this article is to provide a response, as relevant as possible, to the following issue: To what extent is the geopolitical dimension of natural resources determining the current and future configuration of international relations?

Keywords : Geopolitics; natural resources; resource wars; sustainable governance; globalization.

Introduction

“Malédiction des ressources”, “diamants de sang”, “or des conflits”..., les appellations se font de plus en plus nombreuses pour décrire la réalité sombre qui constituerait la partie immergée de l’iceberg, lorsque nous nous livrons à l’analyse de l’exploitation des ressources naturelles, notamment minières. Pourquoi les ressources naturelles revêtent-elles une importance géopolitique si délicate, à tel point de devenir à la fois outil et fin de conflits violents ? Comment les “minerais rares” compliquent-ils la situation davantage ? Quel avenir pour les “guerres des ressources” et la coopération internationale, visant une exploitation durable et équitable des ressources naturelles ?

La deuxième édition du “Future Minerals Forum”, tenue en Arabie Saoudite en janvier 2023, a été un point de rencontre entre différentes parties prenantes, venues des quatre coins du globe. Les discussions de la table ronde ministérielle qui avait préludé cette édition, avaient mis l’accent sur la promotion des chaînes de valeur inhérentes à l’exploitation minière, pour un développement environnemental, économique et social durable.

Le but étant de concevoir un agenda de développement dans la région Afrique-Asie Centrale et Occidentale, d’identifier les opportunités de partenariats entre gouvernements pour appuyer l’approvisionnement de la transition énergétique ainsi que les chaînes de valeur, de favoriser la convergence des objectifs de développement de la région ainsi que d’œuvrer à l’institutionnalisation du Forum et à l’adoption d’un programme de travail pour des résultats concrets.

Le présent article est une tentative de dresser une vue panoramique de la place des ressources naturelles dans la géopolitique internationale contemporaine, des enjeux qui leur sont liés, des différents acteurs interagissant dans le circuit de leur exploitation ainsi que des perspectives de la coopération internationale en la matière. Combiné à une approche constructiviste, le paradigme réaliste est, sans doute, susceptible de fournir le meilleur prisme qui permettrait d’appréhender la réalité des relations entre les différents acteurs, étatiques ou voilés (Mweze et al., 2022), impliqués dans la géopolitique des ressources naturelles.

Pour ce faire, la première partie de l’article traite de la place des ressources naturelles dans les rapports de puissance entre Etats, en tant que moyen et fin des conflits intra et interétatiques, ainsi que des enjeux nombreux et complexes qui y sont liés. La deuxième partie, elle, évoque l’urgence pour la communauté internationale d’apporter des solutions concrètes aux défis multidimensionnels inhérents aux ressources naturelles, dans le cadre d’une gouvernance

durable, notamment au vu des perspectives inquiétantes que laissent présager les guerres actuelles pour ces ressources.

1. Dimension géopolitique des ressources naturelles

“Les ressources naturelles ont été employées dans le passé, et le seront dans l’avenir, comme outils ou cibles de guerres et en tant que buts stratégiques motivant les combats” (Gleick, 1991).

Les ressources naturelles constituent une pierre angulaire dans l’édifice de la puissance de l’Etat et ont, depuis longtemps, figuré parmi les explications les plus pertinentes des guerres et conflits inter et intra étatiques. Depuis plusieurs siècles, les puissances coloniales se sont précipitées vers les territoires qui en regorgent, privant ainsi les populations qui en sont propriétaires d’en tirer avantage. A l’ère contemporaine, le contexte international marqué par des rivalités multidimensionnelles entre les grandes puissances, avive les enjeux commerciaux et stratégiques inhérents à ces ressources, dont l’importance géopolitique reflète les relations d’inégalité de puissance entre les différents acteurs internationaux (Le Billon, 2003). Cette importance ouvre la voie à la prévalence des motivations économiques, qui prennent de plus en plus le pas sur les considérations politiques et idéologiques. Elle contribue également à l’émergence des *“guerres de ressources”* (Serfati & Le Billon, 2007), qui font référence non seulement aux violences armées, de plus en plus outil d’action politique, d’accumulation économique et même de survie, mais aussi à d’autres formes de violence, en l’occurrence, la paupérisation et l’exploitation illégale et irrationnelle des ressources.

Ces guerres sont à la fois l’instrument et l’aboutissement de ces différentes formes de violences. Elles s’inscrivent dans un cadre global, émanant d’une interférence inextricable entre une dimension historique, tenant à l’approche néo-colonialiste des grandes puissances, et une dimension géographique, liée à des espaces d’échanges commerciaux largement dominés par l’expropriation et la complicité (Harvey, 2003). A cet effet, les ressources naturelles représentent un enjeu géopolitique de première importance, en raison de leur indispensabilité au développement ainsi que de leur valeur financière, fonction de l’offre et de la demande sur le marché.

Qui plus est, l’enjeu est plus complexe sous l’impact de leur paupérisation, qui augmente le risque de déclenchement des conflits, tant au niveau local qu’international. La rareté des ressources naturelles, résultant d’un approvisionnement abusif, d’une demande excessive et d’une distribution non équitable (*“rareté environnementale structurelle”*) (Schwartz, et al.,

2000), est un catalyseur creusant les divergences des intérêts et intensifiant la compétition entre les différents acteurs, jusqu'à déclencher des conflits violents. Cette notion s'avère plus pertinente que celle de "dégradation environnementale", qui, pour expliquer les conflits liés aux ressources naturelles, ne tient compte que de l'offre de celles-ci ("*supply-side problem*") (Ibid).

Par ailleurs, l'impact de la mondialisation sur les ressources naturelles, en tant qu'enjeu géopolitique primordial, est loin de s'opérer subrepticement. En effet, l'extension des échanges internationaux et la convergence des économies nationales, renforcent les interdépendances et l'intégration des différents acteurs (Held, et al., 1999). La demande des ressources naturelles, essentiellement par les pays développés, leur offre ainsi que l'implication de diverses institutions financières internationales dans le circuit de leur exploitation, sont les principaux éléments explicatifs de l'insertion des conflits y afférents dans les processus de mondialisation. Ceux-ci rendent les conflits pour les ressources plus complexes, en soulevant des enjeux économiques, géopolitiques, sociaux et écologiques, et en mettant en cause divers acteurs, notamment internationaux, qui se font de plus en plus puissants et nombreux.

En outre, le rôle de la mondialisation dans ces conflits englobe des dimensions territoriales, annonçant un processus de "fin des territoires" (Godin, 2014) et de recomposition spatiale des stratégies économiques et politiques, ainsi qu'une érosion de la souveraineté des Etats en faveur des groupes industriels étrangers. En d'autres termes, "*la dimension spatiale revêt une grande importance dans les stratégies des acteurs globaux, qui éprouvent une volonté de définir un territoire global où ils pourraient se déployer en sécurité et sans contraintes*" (Peemans, 2007). Les préoccupations sécuritaires des consommateurs, notamment les grandes puissances, sont étroitement liées à la sécurité des approvisionnements et, dans une moindre mesure, à celle des individus et de l'environnement. Le diktat d'une "croissance insoutenable", dont l'approvisionnement en ressources naturelles serait le maillon faible, engendrera conflits et dégradation de l'environnement (Maingault, 2006), dans une dynamique assez compliquée d'interférence entre le niveau local et le niveau global et de recomposition du territoire, issue du contrôle des ressources.

Dans un autre registre, la particularité des "minerais critiques", leur importance ainsi que les tendances actuelles vers une économie verte, compliquent davantage les enjeux géopolitiques relatifs aux ressources naturelles. En effet, "*la demande de minerais critiques destinés aux technologies énergétiques propres pourrait plus que quadrupler d'ici 2040, si le monde tient les engagements pris pour atteindre ses objectifs climatiques*" (AIEA, 2021).

Les minerais critiques sont des éléments pour lesquels il n'existe pas de substituts, dont l'approvisionnement est limité et dont l'extraction et la transformation sont très restreintes. Lithium, graphite, nickel, cobalt et cuivre, sont indispensables à la fabrication de téléphones, d'ordinateurs, d'éoliennes, de panneaux solaires et de voitures électriques, entre autres. La demande mondiale de ces éléments est en croissance fulgurante, d'où la nécessité de renforcer la résilience et la stabilité des chaînes d'approvisionnement qui leur sont inhérentes. Ainsi, le développement d'un processus de valorisation et de transformation structurelle de l'ensemble des composantes de la chaîne de valeur, est susceptible de contribuer à l'absorption des déséquilibres éventuels entre l'offre et la demande, mais aussi au soutien d'une croissance durable et d'un développement socio-économique global.

Cependant, ce processus de valorisation s'avère une rude besogne en raison des *“ambitions des grands producteurs mondiaux, en l'occurrence la Chine et la Russie, visant le contrôle du commerce de ces minerais pour en faire une arme stratégique”* (Wilkinson, juin 2022).

2. Repenser une gouvernance mondiale effective et efficace

Face aux défis géopolitiques complexes des ressources naturelles, la multiplicité des instances et la succession des sommets, traitant des problèmes issus de leur exploitation, ne représentent pas vraiment la gouvernance souhaitée.

Certes, ces deux éléments conservent toute leur pertinence, en raison de la large base de discussion qu'ils offrent, mais leur efficacité devra être corroborée, en renforçant la représentativité et l'impartialité de toutes les parties prenantes et en attribuant un caractère contraignant plutôt que consultatif à leurs conclusions. Une gouvernance susceptible de pallier les risques des *“guerres pour les ressources”*, devrait être fondée sur *“une instance mondiale efficace, des institutions internationales spécialisées, des organisations régionales ainsi que sur des sommets globaux qui renforcent la conscience mondiale”* (Zerah, 2013).

Une coopération durable qui s'opérerait consciencieusement au sein de cet édifice serait en mesure de surmonter les défis rencontrés par les pays riches en ressources naturelles, de remédier aux *“économies de rente”* et d'instaurer une justice politique et socio-économique qui profiterait aux populations.

Il serait ainsi question de penser un modèle de développement durable, qui puisse s'opérer dans un cadre mondial et intergénérationnel, surmonter l'échec des modèles en cours, juguler les facteurs de la dégradation environnementale et optimiser les relations d'interdépendance ainsi que l'étendue planétaire des phénomènes économiques, sociaux et environnementaux, résultant

de la mondialisation (Khazri, 2011). Ce modèle de développement, où paix, droits humains, démocratie, justice et équité sociales vont de pair avec la protection de l'environnement et le développement (Ibid). Il s'agit là, d'éléments indissociables et interdépendants, dans la mesure où sans paix il n'y a pas de développement, et vice versa.

L'exploitation des ressources naturelles représente un élément lié, à la fois, aux droits de l'homme et au développement économique, et concerne les trois dimensions de la durabilité, à savoir la justice sociale, la santé environnementale et le développement économique (Bansard & Schröder, 2021). La résolution 1803 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, de décembre 1962, stipule que *“le droit des peuples et des nations à une souveraineté permanente sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit être exercé dans l'intérêt de leur développement national et du bien-être de la population de l'État concerné”*.

Qui plus est, les principes de la *“Déclaration de Stockholm”*, issue de la *“Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain”* de 1972, ont mis en exergue l'épuisement des ressources naturelles, leur partage équitable, tant au niveau national qu'international, ainsi que le principe de *“l'équité intergénérationnelle”*, qui garantirait *“la disponibilité des ressources naturelles pour les générations futures”*.

Une bonne gouvernance des ressources naturelles passe par la convergence des intérêts des différents acteurs impliqués dans leur exploitation, avec les normes, les Institutions, les législations nationales et les Accords d'investissement. Depuis la *“Conférence de Stockholm”*, de nombreux Accords multilatéraux, conventions et Initiatives, de portée large ou spécifique, ont vu le jour, appelant à des approches inclusives et fondées sur les droits de l'homme. Dans ce sens, un *“changement transformateur”* (IPBES, 2019) serait nécessaire pour la concrétisation de la gouvernance escomptée, visant à rééquilibrer les priorités, à garantir l'intégrité écologique et la justice sociale et à annihiler les inégalités historiques (Ibid).

Tel que recommandé par le *“Programme de développement durable à l'horizon 2030”* (Objectif 12 : *“Ensure sustainable consumption and production patterns”*), ce changement nécessite une action audacieuse de la part des gouvernements, tant au niveau national qu'international, susceptible de remettre en cause les modes de production et de consommation, ainsi que les chaînes de valeur et d'approvisionnement liées aux ressources naturelles.

Conclusion

In fine, il est clair que les processus de mondialisation susmentionnés, tels qu'ils s'opèrent aujourd'hui, contribuent davantage au renforcement d'agents transnationaux de plus en plus

puissants et avides, qui continueront de tirer profit des ressources naturelles partout dans le monde, que ce soit dans le cadre de conflit ou de “concertation”.

Quoiqu’il en soit, les conflits pour les ressources naturelles, armés ou pas, ne constituent pas un phénomène éphémère. Les menaces qui pèsent sur l’environnement à l’échelle internationale, émanant de l’exploitation inéquitable et outrancière des ressources naturelles, s’expliquent également par la divergence des intérêts des différents acteurs et les interactions, de plus en plus intenses, entre les domaines géopolitique et géophysique, qui ont atteint des dimensions globales (Gleick, 1991).

Les hypothèses qui s’appuient sur la rareté environnementale pour prédire le futur des guerres pour les ressources naturelles, seraient une simplification de la réalité. En insistant uniquement sur l’implication de l’environnement, elles seraient réductrices du rôle de l’économie et de la politique des États dans l’émergence de tels conflits (Le Ster, 2011). Ceux-ci peuvent également s’opérer par des moyens autres que militaires, notamment le renforcement de la dépendance des pays riches en ressources naturelles de l’expertise et des technologies avancées, possédées par les grandes puissances.

En outre, la rareté n’est pas la seule à engendrer la violence ; celle-ci peut aussi émaner de l’abondance des ressources (Ibid). L’exemple le plus illustratif de cette hypothèse serait, sans nul doute, celui de plusieurs pays africains, riches en ressources naturelles, qui font l’objet de compétition très violente, non seulement entre diverses factions nationales, mais aussi entre plusieurs grandes puissances. La situation de ces pays reflète le “*paradoxe de l’abondance*” (Woicke, 2004), selon lequel la richesse en ressources naturelles serait, contre intuitivement, source de pauvreté et de difficultés de toutes sortes (Magrin, 2013).

En dépit des résolutions de diverses institutions internationales, jetant les bases d’une gouvernance durable des ressources, la réalité est toute autre. Les enjeux inhérents aux ressources naturelles engendrent un déséquilibre et des écarts mondiaux en matière de répartition des avantages émanant de leur exploitation ; les pays sous-développés qui en sont riches, n’en bénéficient pas vraiment et en subissent les impacts sociaux, économiques et environnementaux négatifs (PIR, 2019).

La “malédiction” des ressources naturelles ne frappe pas uniquement les pays sous-développés qui en sont riches ; leur dépendance de ces ressources consacre leur subordination aux pays développés, affaiblit leur résilience face aux crises et avortent les efforts déployés pour la consolidation de la stabilité et la réalisation du développement économique et social souhaité. A contrario, à l’encontre des grandes puissances, cette malédiction se déploie autrement. Les

enjeux stratégiques et géopolitiques liées à ces ressources exacerbent la concurrence entre elles, donnant lieu à des comportements dont les retombées négatives revêtent une dimension globale. Les enjeux géopolitiques liés aux ressources naturelles constituent une arme à double tranchant, donnant lieu à une guerre à double face. Les principaux bénéficiaires en profitent soit par les armes, durant des conflits armés, notamment en Afrique, soit par leur poids politique, économique et financier. Ils s'appuient également sur leur supériorité en matière de technologies avancées, qu'ils "mettent à la disposition" des pays sous-développés riches en ressources naturelles, contre un pourcentage insignifiant des bénéfices de l'exploitation (Mweze et al., 2022).

La "Déclaration finale" du "Future Minerals Forum" reflète la convergence des points de vues de tous les participants, gouvernements, entreprises privées et institutions internationales. Elle a affirmé que les ressources naturelles, notamment les minerais, soulèvent à la fois de grands défis et ouvrent de nouvelles perspectives pour une coopération plus efficace. L'objectif étant de construire des chaînes de valeur et d'approvisionnement rentables et résilientes, de répondre à la demande mondiale, de développer les économies des pays sous-développés qui en sont riches, d'instaurer une confiance internationale, ainsi que d'adopter des mécanismes de coordination et de coopération pour convenir d'une stratégie globale.

Néanmoins, si ces objectifs sont tellement utopiques qu'ils bénéficient d'office du consensus de toutes les parties concernées, ils demeurent bien loin de convaincre, réellement, les grands groupes privés d'y adhérer. "De Beers", "Black Rock", "BHP" et autres géants de l'industrie minière internationale, ne peuvent s'abstenir de participer à de tels événements. Mais, leurs gros engins de forage en marche dans plusieurs régions du monde, notamment en Afrique, coupent-ils leurs moteurs pendant que leurs CEOs crient fort leurs slogans pour "*construire un monde meilleur*" ?

Certes, la rareté des ressources naturelles (énergétiques, hydriques et agro-alimentaires) est un fait établi, qui détermine profondément l'accès et le contrôle des marchés y afférents et, partant, l'architecture géopolitique mondiale. Celle-ci n'est plus exclusivement fonction des visées expansionnistes des grandes puissances, grands consommateurs de ces ressources, mais aussi et surtout de la place des pays qui en sont riches dans l'échiquier international.

La demande mondiale des ressources naturelles, conventionnelles et renouvelables, continuera de croître pour répondre aux besoins de la société moderne. Dans la recherche de gisements à haute teneur, les regards se tournent de plus en plus vers les régions dotées de ressources attractives. Les politiques de contrôle de ces ressources naturelles, telles que mises en œuvre

par les différents acteurs, constituent un vecteur clé de la puissance et impactent profondément les efforts de la communauté internationale, visant la sécurisation et la durabilisation de ces ressources.

Le défi de la troisième édition du “Future Minerals Forum”, tenue en janvier 2024 en Arabie Saoudite, a été d’apporter des réponses réalistes et des solutions concrètes aux interrogations et enjeux alarmants liés à la question des ressources naturelles, en l’occurrence minérales. Ministres, organisations gouvernementales et ONG ont mis l’accent sur la nécessité de capitaliser sur les quatre initiatives convenues lors de la deuxième édition du Forum, en l’occurrence “le développement d’un cadre pour les minéraux importants dans la grande région Afrique-Asie occidentale et centrale”, “la définition d’attentes régionales pour un approvisionnement responsable en minéraux essentiels”, “le développement des centres d’excellence” et “la création de centres régionaux de minéraux verts fondés sur la technologie”.

En outre, et compte tenu de la richesse de la région en ressources minérales et de la nécessité d’adopter des méthodes nouvelles et durables d’exploration, d’extraction et de traitement des minéraux stratégiques et rares, les participants ont souligné l’urgence de renforcer la coopération internationale et de conforter la transition de l’exportation de minéraux bruts à la production de produits minéraux à haute valeur ajoutée. Dans ce contexte, ils ont exprimé leur soutien à l’élaboration d’un cadre juste et transparent pour l’avenir des minéraux et d’un plan d’action réalisable, visant à améliorer les normes de durabilité dans le secteur minier. Néanmoins, et à l’image des éditions précédentes, le Forum n’a pas réellement pu apporter des réponses aux multiples interrogations persistantes ; Verrons-nous les prémices d’une stratégie globale des minéraux critiques, qui engagerait réellement toutes les parties prenantes ? Seront-elles capables de mettre au point des standards transparents et contraignants, qui renforceraient la résilience des chaînes de valeurs et d’approvisionnement face aux crises éventuelles ?

Dans l’espoir de démystifier la complexité de la géopolitique des ressources naturelles, de nouvelles voies d’analyse se veulent plus pertinentes aux fins de prise de conscience des limites de ces ressources et de compréhension des intérêts des différents acteurs concernés (Giblin, 2023). L’objectif serait de jeter les bases de nouveaux modes de production consensuels et durables, ainsi que d’une coopération multilatérale efficiente et pragmatique. Les futures conférences internationales, en l’occurrence les prochaines éditions du “Future Minerals Forum”, ne seront plus limitées à des annonces qui laissent présager l’insouciance et



l'indifférence des responsables politiques, mais auront pour objet des recommandations et des décisions concrètes et réalisables.

Bibliographie

- Agence Internationale de l'Energie (IEA), (2021). "The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions", Paris,
- Bansard, J. & Schröder, M. (2021). "L'exploitation durable des ressources naturelles : Le défi de la gouvernance", International Institute for Sustainable Development.
- Déclaration du Ministre fédéral des Ressources Naturelles, Jonathan Wilkinson, à la presse canadienne, juin 2022.
- Giblin, B. (2023). "Géopolitique des ressources naturelles" Hérodote, 188.
- Gleick, P.H. (1991). "Environment and Security : The Clear Connections", Bulletin of the Atomic Scientists, p. 16-21.
- Godin, C. (2014). "Fin du territoire ou nouveaux territoires ?", Cités, n° 60, p. 149-157.
- Harvey, D. (2003). "The New Imperialism", Oxford University Press, p. 141.
- Held, D. et al. (1999). "Global Transformations : Politics, Economies and Culture", Stanford University Press.
- Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES), (2019). "The global assessment report on biodiversity and ecosystem: Summary for policymakers".
- Khazri, A. (2011). "Le développement durable et les conflits armés", Télescope, vol. 17, n° 2, p. 114-130.
- Le Ster, M. (2011). "Les liens entre conflits et environnement", Les Cahiers d'Outre-Mer, p. 429-434.
- Magrin, G. (2013). "Voyage en Afrique rentière : Une lecture géographique des trajectoires du développement", Éditions de la Sorbonne, p. 103-131.
- Maingault, P. (2006). "Une croissance économique écologiquement soutenable est-elle possible ?", Écologie & politique, n°32, p. 121-139.
- Mweze Cirhuza A. et al. (2022). "Conflits armés dans la région de grands-lacs africains : une analyse géopolitique des enjeux et des conséquences à l'est de la République Démocratique du Congo", Revue Internationale du Chercheur, vol. 3, numéro 2, pp 252–284.
- Panel international des ressources, (2019). "Perspectives des ressources mondiales : des ressources naturelles pour l'avenir que nous voulons".
- Peemans, J.P. (2007). "Territoires, développement et mondialisation", Alternatives Sud, CETRI.



Schwartz, D.M. et al. (2000). “The environment and violent conflict : A response to Gleditsch's critique and some suggestions for future research”, Research Gate, p. 77-94.

Serfati, C. & Le Billon, P. (2007). “Guerres pour les ressources : une face visible de la mondialisation”, Écologie & politique, n° 34, p. 15-31.

Woicke, P. (2004). “Le paradoxe de l'abondance”, Les Echos.

Zerah, D. (2013). “L'exigence d'une gouvernance mondiale”, Géoéconomie, n° 64, p. 7-20.